

1 – HISTORIQUE DU P.L.U.

La commune de Cercy –La Tour dispose d'un Plan d'Occupation des Sols approuvé le 3 août 1983. Il a été modifié à trois reprises le 18 novembre 1985, le 14 septembre 1990 et le 4 mars 1994.

Une nouvelle révision générale a été prescrite par délibération du conseil municipal en date du 16 février 2007. Le projet de révision est arrêté le 3 juillet 2009.

2 – ELABORATION ASSOCIEE

Conformément à l'article L 121-4 du code de l'urbanisme et à la prescription de la révision en date du 16 février 2007, les personnes publiques ont été associées à la révision du P.L.U. :

- l'Etat, représenté par M. le Préfet de la Nièvre, - la chambre des Métiers,
- le conseil général de la Nièvre, - la chambre de commerce et d'industrie,
- le conseil régional de Bourgogne, - la chambre d'agriculture.

La communauté de communes entre Loire et Morvan et les communes de Thaix et de Montambert ont souhaité être associées à la révision.

Une réunion de présentation a été organisée le 11 juin 2009. Etaient présents les représentants de la DDEA, de la Chambre d'Agriculture, du SDAP et du Conseil Général de la Nièvre. Quelques modifications ont été apportées en concertation avec la Chambre d'Agriculture au zonage pour prendre en compte les activités agricoles et permettre la reconversion de certains bâtiments qui ne devraient bientôt plus avoir de vocation agricole. Il a été signalé par la DDEA que la DRIRE demandait un recul des constructions de 65 m par rapport au silo.

3 – CONCERTATION

- Un avis a été publié dans le journal du Centre.
- Un dossier de consultation, accompagné d'un registre a été mis à la disposition du public. Aucune demande individuelle n'a été inscrite sur le registre.
- Des articles sont parus dans les bulletins municipaux.
- Une réunion publique s'est tenue le 11 juin 2009. Aucune remarque n'a été formulée.

4 – ARRET DU PROJET

Le projet de P.L.U. a été arrêté par délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2009. Il a été envoyé le 31 juillet 2009 aux personnes publiques associées qui ont eu trois mois pour faire part de leur avis sur le dossier. Ces avis sont récapitulés dans le premier tableau ci-après.

5 – ENQUETE PUBLIQUE

Le dossier de P.L.U. arrêté, accompagné des avis des personnes publiques associées, a été mis à enquête publique.

Par courrier enregistré le 3 octobre 2009 par le Tribunal administratif de Dijon, M. le Maire a demandé la désignation d'un commissaire-enquêteur. Par décision en date du 6 octobre 2009, le Tribunal administratif de Dijon a désigné M. Claude BIANCALANA comme commissaire-enquêteur. M. le Maire a pris le 29 octobre 2009 un arrêté prescrivant l'enquête publique sur le projet et de P.L.U. et en fixant les modalités. L'arrêté a été affiché durant toute l'enquête publique et sur tous les lieux habituels d'affichage de la commune. Il a été également publié sur le site internet de la commune ainsi que sur le bulletin municipal.

L'enquête publique s'est déroulée en mairie de Cercy- La Tour du 16 novembre au 16 décembre 2009. Durant la durée de l'enquête publique, le dossier a été tenu à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture. Le registre d'enquête a été ouvert, paraphé et mis à disposition du public en mairie de Cercy-La-Tour le lundi 16 novembre 2009 à 9h et il a été clôturé le mercredi 16 décembre 2009. Le commissaire-enquêteur a tenu 3 permanences :

- le lundi 16 novembre 2009 de 9h à 12h.
- le samedi 28 novembre 2009 9h à 12h.
- le mercredi 16 décembre 2009 de 14h à 17h.

Le commissaire-enquêteur a effectué des visites sur le terrain.

Durant les permanences, cinq personnes sont venues consulter le dossier d'enquête et quatre d'entre elles ont souhaité déposer des observations sur le registre. En dehors des permanences, un sixième habitant est venu consulter le dossier et a inscrit une observation sur le registre.

Les demandes exprimées ne portent que sur des questions ou remarques liées à des situations individuelles et ne constituent nullement une remise en cause du projet dans sa finalité et sa globalité. Elles sont récapitulées dans le deuxième tableau ci-après ainsi que les réponses apportées par le commissaire-enquêteur. Ce dernier souligne que le faible intérêt manifesté par les habitants pour le P.L.U. atteste que le projet ne suscite ni contestation ni polémique.

Le commissaire-enquêteur a émis un **avis favorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cercy-La Tour.

Le rapport d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur ont été transmis par courrier le 16 janvier 2010 à M. le Préfet de la Nièvre et à M. le Président du Tribunal Administratif de Dijon et ont été remis en main propre à M. le maire le même jour.

6 – CONCERTATION

Les modifications demandées par les personnes publiques associées ont été réalisées suite à l'enquête publique suivant les réponses apportées par la commission, comme le précise le premier tableau ci-après.

Le dossier a été approuvé le 12 février 2010.

| Services | Avis des personnes publiques associées | Réponses apportées |
|------------|---|--|
| Etat | Avis favorable sous réserve de prise en compte des observations formulées. | |
| | 1 – Eléments portant atteinte à la qualité juridique du document - Rapport de présentation : . <u>Activité agricole</u> : indiquer les surfaces par type d'occupation et les perspectives d'évolution des exploitations agricoles. . <u>Prise en compte du risque inondation</u> : Le document se réfère à l'atlas des zones inondables de l'Aron mais ne mentionne pas les risques liés à la présence de l'Alène et de la Canne, en particulier à leur confluence. - Règlement : . <u>Aspect extérieur</u> : demander le maintien des volets battants en cas de volets roulants (ils participent à la composition de la façade des bâtiments traditionnels, sauf dispositions architecturales particulières. . <u>Stationnement des caravanes</u> : Le règlement doit se contenter d'exclure, dans les zones qu'ils déterminent, la pratique du camping en dehors des terrains aménagés. . <u>Espaces libres et plantations</u> : Le règlement ne peut contenir que des interdictions ou des prescriptions. Il n'a pas à établir des recommandations. Seul le code rural peut réglementer les plantations. Le PLU n'a donc pas la faculté de prohiber tel ou tel type de végétaux comme les résineux. . <u>Zone UB</u> : Le règlement ne saurait établir de relation entre l'aléa faible et le lit majeur de l'Aron, ni entre l'aléa moyen et le lit moyen de l'Aron. . <u>Zone UC3i</u> : Il n'est pas opportun d'autoriser les constructions dans ce secteur en rive gauche de la Canne où les écoulements sont propices à de l'aléa fort. - Zonage : . <u>Zone 2AUe1i</u> : ce secteur situé à la confluence de l'Alène et de l'Aron ne pourra se développer sans envisager des opérations de remblaiement, resserrant le champ d'expansion des crues et provoquant des inondations en amont et e aval. Le classement de ce secteur ne devrait donc pas permettre l'extension de la zone d'activités. . <u>Zone UE, secteur de La Guette et La Bassecour</u> : ➔ De nouvelles zones d'effet de surpression par rapport au silo sont à prendre en compte. Toute nouvelle construction doit être interdite dans les zones exposées à des effets irréversibles (Z1 et Z2 sur le plan), à l'exception d'installation industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagement d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement. ➔ Compte-tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effets, des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis. Ainsi, il convient d'être vigilant sur les projets qui se situeraient en limite de zones d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles comme les ERP. . <u>Planche nord</u> : ➔ Dans le secteur de Coulonges, il convient d'inscrire le bâtiment agricole sur la parcelle 68 en zone Ai. ➔ Dans le secteur de Martangy, les bâtiments agricoles sur les parcelles 491 et 482 doivent être classés en zone N et non en zone UC. Il conviendrait également de rectifier la délimitation de ces parcelles. . <u>Planche centrale</u> : ➔ Il convient de supprimer l'étoile d'identification du bâtiment sur la parcelle 466 pour la reporter sur le bâtiment sur la parcelle 190. ➔ Sur la parcelle 180, deux bâtiments doivent être identifiés par une étoile. ➔ Sur le secteur de Champlevois, les bâtiments agricoles des parcelles 75, 76 et 77 doivent être classés en zone A, les deux maisons d'habitation sur les parcelles 78 et 19 doivent être incluses dans la zone UD. | - A compléter par les perspectives d'évolution des exploitations agricoles. - A compléter + PADD - A compléter. - A corriger. - Le PLU peut réglementer l'aspect des clôtures et donc des haies situées en clôture. - Supprimer le terme d'aléa. - Interdire les constructions en UC3i. - Le remblaiement existe déjà. La zone 2AUei peut donc être maintenue. - Créer un secteur particulier interdisant les constructions. - Intégrer au règlement des mises en garde. - Classer en zone Ai. - Classer en zone N en rectifiant le tracé. - Corriger. - Corriger. - Corriger. |
| | 2 – Corrections à apporter au dossier - Rapport de présentation : ➔ p 15 : « prise en compte du risque inondation » : supprimer la 2 ^e phrase du 2 ^e paragraphe et modifier la dernière phrase : le PLU, comme les autorisations d'occupation du sol, doit prendre en compte les risques affichés par l'atlas des zones inondables du bassin versant de l'Aron finalisé en 2007. ➔ p 16 : « zone vulnérable aux nitrates » : corriger la date de l'arrêté préfectoral : 28/07/2009 pour le quatrième programme. « Alimentation en eau potable » : préciser que l'alimentation en eau de la commune est assurée par le SIAEP du Val d'Aron. ➔ P 18 : joindre une carte lisible des sites archéologiques. | - A corriger. - A corriger. - Dossier final présenté en A3. |
| SNCF - RFF | Pas de remarque sur le projet. | |
| DRAC | Manque la carte des sites archéologiques. | - Présente dans le rapport de présentation |

| N° | Demandeur | Localisation | Parcelles | Demande | Avis du commissaire-enquêteur |
|----|---------------------------|---|--|---|---|
| 1 | M. Christophe LETIERS | Avenue Coudant | 1061 - 1062 | Rendre constructible. | Les terrains sont classés en zone N, zone naturelle à protéger. La construction d'un hangar lié à l'activité artisanale ne peut être autorisée mais la construction d'un abri de jardin d'emprise inférieure à 12 m ² est permise. |
| 2 | Mle Marie-Thérèse DUMENET | Les Crêts | 805 | Rendre constructible. | Cette parcelle est située en zone agricole A inconstructible pour les habitations. Après vérification par la mairie, la demande porte en réalité sur la parcelle 815, classée en zone UC mais qui fait l'objet d'un emplacement réservé pour le transfert du cimetière et qui est donc inconstructible. |
| 3 | Consorts POINT et ROBIOT | Petites Varennes | 311 et 312 | Inclure la totalité des parcelles en zone UC. | L'extension de la zone UC devrait se faire sur les zones A et Ni, nuisant à la cohérence et à la pertinence du zonage. |
| 4 | M. Jean BOUCAULT | Crôt Berger | 452, 312, 337398, 399, 217 | Le classement en zone N est-il compatible avec leur vocation agricole ? | Ce classement a pour objectif la préservation du milieu naturel et ne gêne pas l'exploitation des terres agricoles. |
| 5 | M. Hervé COTTIN | Martigny Martigny Champs Montravaux Martigny | - 491 et 492 - 481 et 482 - 236, 247, 248 - 468, 469,470, 471 | - Quelles sont les possibilités d'extension des bâtiments agricoles en zone UC, jouxtant le lotissement de Martigny ? - Quelle surface est autorisée pour l'extension de la maison en zone N ? - Quelles sont les possibilités d'extension d'un bâtiment agricole en zone Ni ? - Quelles sont les possibilités de création d'un bâtiment agricole en zone Ni ? | - Ces parcelles devraient être classées en zone N suite à une demande de correction dans l'avis de l'Etat sans que cela ne gêne l'extension des bâtiments agricoles. - Extension mesurée des constructions existantes - 30 % d'augmentation de l'emprise au sol des bâtiments - Possible à proximité d'une exploitation existante. |

I – OBLIGATION DE COMPATIBILITE

1 – Principes généraux du code de l'urbanisme

L'article L 121-1 du Code de l'Urbanisme, conformément à l'article L 1101-1 du Code de l'environnement, «définit la portée» du développement durable pour les plans locaux d'urbanisme qui doivent respecter les principes suivants :

- «**l'équilibre** entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural d'une part et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable»;
- «**la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale** dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général, ainsi que d'équipements publics, en tenant compte notamment de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transports et de la gestion des eaux»;
- «**une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels**, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol, du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, des sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la préservation des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature».

L'article L-110 du Code de l'urbanisme définit le principe de **gestion économe des sols** et impose aux collectivités publiques d'harmoniser leurs décisions en matière d'utilisation de l'espace.

2 – Documents supra-communaux

- le SDAGE du bassin Loire-Bretagne dont les objectifs sont :
 - Gagner la bataille de l'alimentation en eau potable
 - Poursuivre l'amélioration des eaux de surface
 - Retrouver des rivières vivantes et mieux les gérer
 - Sauvegarder et mettre en valeur les zones humides
 - Préserver et restaurer les écosystèmes littoraux
 - Réussir la concertation notamment envers l'agriculture
 - Savoir mieux vivre avec les crues.

II – PRISE EN COMPTE DES RISQUES MAJEURS

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 janvier 2005 pour dresser l'inventaire des risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Nièvre.

La commune de Cercy-la-Tour est répertoriée dans le DDRM pour des risques technologiques de transports de matières dangereuses par voie routière, ferrée et par canalisations de transport de gaz.

Par ailleurs, il convient de signaler que la commune de Cercy-la-Tour a fait l'objet de plusieurs arrêtés de catastrophes naturelles :

- Un arrêté pour tempête en date du 30 novembre 1982.
- Deux arrêtés pour inondations, coulées de boues en date du 29 novembre 1999 et du 29 décembre 1999.
- Deux arrêtés pour inondations, coulées de boues et mouvements de terrains du 29 novembre 1999, du 29 décembre 1999 et 30 mars 2006.

Les risques majeurs doivent être pris en compte dans l'ensemble du P.L.U. Les secteurs où l'existence de risques naturels ou technologiques justifie que les occupations et utilisations du sol soient interdites ou soumises à condition spéciales doivent apparaître aux documents graphiques en application de l'article R.123-11 du code de l'urbanisme.

1 – Prise en compte du risque de transport de matières dangereuses

Le risque transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport par voie routière, ferroviaire, aérienne, maritime, fluviale ou par canalisation d produits dangereux.

La commune de Cercy-la-Tour, le transport de matières dangereuses se fait par voie routière (RD 981), par voie ferrée (ligne ferroviaire de Nevers à Chagny et ligne ferroviaire de Clamecy à Corbigny) et par canalisations de transport de gaz (canalisation Cronat –Cercy-la-Tour).

2 – Prise en compte du risque d'inondation

Bien qu'elle ne figure pas actuellement dans le DDRM au titre du risque d'inondations, Cercy-la-Tour ne bénéficiant pas d'un plan de prévention des risques d'inondation approuvé, la commune est soumise au risque d'inondation de l'Aron et de ses affluents. Sur le territoire de Cercy-La Tour, le risque inondation concerne l'Aron, mais aussi l'Alène et la Canne, en particulier à leur confluence avec l'Aron.

Le P.P.R.I. de la rivière Aron a été prescrit par arrêté préfectoral du 25 juillet 2002. Le P.L.U., comme les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol, doit prendre en compte les risques affichés par l'atlas des zones inondables de la vallée de l'Aron finalisé en 2007.

La politique de l'Etat dans les zones inondables répond à trois objectifs :

- Interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement, et les limiter dans les autres zones inondables ;
- Préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées à l'amont ou à l'aval ;
- Sauvegarder l'équilibre actuel des milieux.

Elle énonce trois principes :

- Assurer la sécurité des populations :
 - . Interdire toute nouvelle construction dans les zones d'aléas les plus forts ;
 - . Saisir toute opportunité pour y réduire le nombre de constructions exposées ;
 - . Réduire la vulnérabilité des constructions éventuellement autorisées dans secteurs d'aléas moins importants.
- Préserver les champs d'inondation :
 - Il s'agit de contrôler strictement l'extension de l'urbanisation des les zones d'expansion des crues peu ou pas urbanisées où la crue peut stocker un volume d'eau important.
- Eviter tout endiguement ou remblaiement nouveau non justifié par la protection des lieux fortement urbanisés.

III – PREVENTION DES POLLUTIONS NUISANCES

1 – Installations classées agricoles

Les installations classées agricoles doivent respecter des règles d'éloignement de toute construction à usage d'habitation ou à usage professionnel. Il sera imposé aux autorisations de construire des tiers la réciprocité des distances d'implantation de 100 m exigées pour les bâtiments agricoles n article de l'article L. 113-3 du code rural.

La loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a maintenu de principe tout en aménageant des dérogations. En particulier, des règles d'éloignement différentes seront possibles pour tenir compte de constructions agricoles antérieurement implantées dans les parties actuellement urbanisées.

Après la loi relative au développement des territoires ruraux du 23 février 2005, la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 modifie une nouvelle fois le principe de réciprocité, codifié à l'article L. 111-3 du code rural. Il sera désormais possible d'y déroger sous réserve de l'accord des parties par la création d'une servitude, dès lors que les immeubles font l'objet d'un changement de destination ou qu'il y a extension d'un bâtiment agricole déjà existant.

| NOM | Adresse | Activité | Régime |
|----------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-------------|
| BERNIGAUD Pierre | Rougemont | Culture et élevage associés | Déclaration |
| BOUCHE Claude | Rue de la Gutte | Elevage de bovins | Déclaration |
| BOUCHE Suzanne | La Basse Cour | Culture et élevage associés | Déclaration |
| EARL RAULT | Domaine de Beaufriant -Coddès | Culture et élevage associés | Déclaration |
| EARL ROY | Vendôme | Culture et élevage associés | Déclaration |
| GAEC de CHAMPLEVOIS | Château de Champlevois | Elevage de bovins | Déclaration |
| GAEC de La PICHERETTE | La Pichерette | Culture et élevage associés | Déclaration |
| GAEC PERCEAU Frères | Briet | Elevage de bovins | Déclaration |
| MAZOIRE Alain et Christian | Briffault | Elevage de porcins | Déclaration |
| MOTARDIER COTTIN Jeanne | Martigny | Elevage de porcins | Déclaration |

2 – Installations classées industrielles et artisanales

| NOM | Adresse | Activité | Régime |
|--------------------|----------------------|--------------------------------------|--------------|
| ATAC | Route de Decize | Station Service | Déclaration |
| AUROUSSEAU Alain | Route de Vandenesse | Garage Station Service | Déclaration |
| CASSIER Alain | ZA de la Guette | Dépôt Gasoil Réparation de véhicules | Déclaration |
| CASSIER SAS | ZA de la Guette | Recyclage pneus usés | Autorisation |
| CASSIER Jean | Avenue Louis Coudant | Dépôt de liquides inflammables | Déclaration |
| Garage CITROEN | Avenue Louis Coudant | Garage Station Service | Déclaration |
| EPIS CENTRE | Route de Decize | Silo | Autorisation |
| FAURECIA | Avenue Louis Coudant | Fabrication de carcasses de sièges | Autorisation |
| SIOM de LA MACHINE | Domaine Seguin | Déchetterie | Déclaration |
| Garage PEUGEOT | Avenue Louis Coudant | Garage Station Service | Déclaration |

3 – Assainissement

Les annexes du P.L.U. doivent comporter le schéma du réseau d'assainissement existant ou en cours de réalisation, précisant les emplacements retenus pour les stations d'épuration des eaux usées (article R.123-14 du code de l'urbanisme).

En ce qui concerne l'assainissement individuel, le mauvais fonctionnement ou l'absence de dispositif d'assainissement individuel, le mauvais fonctionnement ou l'absence de dispositif d'assainissement individuel sur les écarts, notamment au hameau de Champlevois a été signalé à plusieurs reprises.

Le schéma d'assainissement réalisé en 2003 précise que les sols de la commune sont en général épais, essentiellement argileux, avec des facteurs limitant pour l'assainissement individuel :

- l'hydromorphie (tâches de rouilles nombreuses sur les différents sondages effectués)

- la perméabilité (< 15 mm/h) faible (faible porosité).

La texture argileuse du sol conduit à la mise en place d'une filière reconstituée. La perméabilité étant mauvaise, la filière doit être reconstituée et drainée : filtre à sable drainé.

Le schéma directeur d'assainissement prévoit la création d'un assainissement collectif à Champlevois, aux Roses et pour la zone industrielle.

4 – Elimination des déchets

Les annexes du P.L.U. doivent indiquer le mode d'élimination des déchets.

3 – Prise en compte du risque radon

Les caractéristiques géologiques des sols de la commune de Cercy-la-Tour permettent de penser qu'elles est potentiellement exposée au risque radon (gaz naturel radioactif produit surtout par certains sols granitiques).

4 – Zone vulnérable aux nitrates

Le décret n°93-1038 du 27 août 1993 pris en application de la directive européenne du 12 décembre 1991 dresse « un inventaire des zones dites vulnérables qui contribuent à la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect des nitrates ou d'autres composés azotés ». L'arrêté préfectoral du 28 juillet 2009 définit le quatrième progad'actions à mettre en œuvre dans le département de la Nièvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, définit un ensemble de mesures que doit respecter chaque exploitant agricole.

La commune de Cercy-la-Tour, située en zone vulnérable, fait l'objet de mesures particulières de protection des cultures vis à vis des nitrates.

II – GESTION DURABLES DES RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS

1 – Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte notamment du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice. L'urbanisation est autorisée à condition de présenter une analyse des enjeux environnementaux.

La commune est concernée par trois ZNIEFF de type II :

- n°1005 « Vallée de l'Aron et Forêt de Vincence »
- n°1022 « Pays de Fours »

2 – Forêts

Aucune forêt relevant du régime forestier n'est située sur la commune de Cercy-la-Tour ou n'est gérée par l'office national des forêts, la totalité des forêts étant privée.

Par ailleurs, il existe 11 forêts soumises à plans simples de gestion au titre du code forestier (art. L.222-1) et 2 forêts soumises au régime spécial d'autorisation administrative de coupe (art. L.222-5).

3 – Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable de la commune de Cercy-La Tour est assurée par le SIAEP du Val d'Aron à partir des captages implantés sur le territoire de la commune de Charrin protégés par arrêté préfectoral du 13 février 1995.

4 – Besoins en eau pour la lutte contre les incendies

L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs à la construction doit s'accompagner de la réalisation d'équipements de desserte correspondants et notamment ceux relatifs à la défense contre l'incendie.

III – PROTECTION DU CADRE DE VIE

1 – Réglementation aux abords des routes à grande circulation

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative à la protection de l'environnement dispose que les constructions et installations seront interdites sur une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes et assimilées et de 75 mètres pour les voies à grande circulation (article L.111-1-4 du code de l'urbanisme).

La loi n°2005-157 du 3 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a modifié cet article. Des règles différentes de celles prévues par le présent article peuvent être prévues lorsque le P.L.U. comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que la qualité de l'urbanisme et des paysages.

La route départemental 981, autrefois classée route à grande circulation, ne figure plus sur le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation sur le territoire national.

2 – Plan Départemental des itinéraires de promenades et de randonnées

Le P.L.U. devra tenir compte du P.D.I.P.R. qui figurera sur les plans annexes en tant que chemins à conserver.

3 – Monuments historiques

La commune de Cercy-la Tour comporte un édifice protégé au titre du code du patrimoine : l'église Saint-Pierre inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté préfectoral en date du 7 juillet 1987. Une discussion a été engagée avec le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine pour définir un périmètre modifié en vertu de l'article L 621-30-1 du code du Patrimoine mais les modifications étaient trop minimes pour justifier l'engagement de la procédure.

4 – Patrimoine archéologique

La loi n°2003-707 du 1^{er} août 2003 modifie la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et substitue notamment aux redevances de diagnostics et de fouilles une redevance unique assise non plus sur la prescription d'archéologie préventive mais sur tout projet supérieure à 3 000 m². Elle est donc due qu'il y ait ou non par la suite intervention sur le terrain au titre de l'archéologie préventive.

Cercy-la-Tour n'est pas classée parmi les communes les plus sensibles sur le plan archéologique dans le département de la Nièvre. Cependant, 58 sites de vestiges ont été repérés. (voir tableau et carte ci-après).

Le règlement indique un certain nombre de rappels sur la prise en compte du patrimoine archéologique.

IV – INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT ET DE DEPLACEMENT

1 – Routes départementales

La commune est traversée par plusieurs départementales. Il conviendra de consulter les services du conseil général de la Nièvre notamment dans le cadre de la réglementation des accès et des reculs d'implantation.

Il est prévu un aménagement de la RD 10 (Avenue Louis Coudant) sous maîtrise d'œuvre privée (Arkédif).

2 – Servitudes d'alignement

Des servitudes d'alignement ont été instituées sur des routes départementales et sur des voies communales (anciennes départementales). Si la municipalité souhaite maintenir ces servitudes, elles doivent être reportées dans le P.L.U.

- Chemin vicinal ordinaire n°5 : plan du 10 mars 1879
- Chemin de la petite communication n°13 : plan du 15 juin 1903
- Chemin de la petite communication n°3, 7 et 10 : plan du 20 mars 1904
- RD 10 approuvé le 18 avril 1904
- RD 26 approuvé le 18 avril 1904

3 – Domaine ferroviaire

La commune de Cercy-la-Tour est traversée par les lignes ferroviaires de Nevers à Chagny et de Cercy-la-Tour à Clamecy. Il n'est pas nécessaire de prévoir un zonage spécifique pour ce domaine toutefois, il conviendra de fixer, dans les zones traversées, des règles adaptées aux constructions et installations nécessaires aux services et réseaux publics ou d'intérêt collectif.

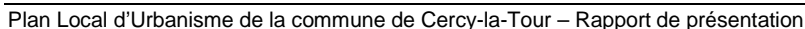
4 – Lignes électriques

La commune de Cercy-la-Tour est traversée par les lignes aériennes HTB 63kV Champvert - Saint Honoré et HTB 150kV Champvert - Henri Paul qui constituent des servitudes d'utilité publique.

4 – Desserte en gaz

La commune est concernée par la canalisation Cronat – Cercy-la-Tour déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 19 septembre 2001.

Cette canalisation entraîne une zone non aedificandi de 2 mètres de part et d'autre. Pour une urbanisation à proximité des conduites, cette canalisation représente une contrainte limitative de la densité d'occupation à l'hectare de logements, dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des effets létaux significatifs.



19